



Le Rassemblement National est l'ennemi des agent-es publics et des services publics.

Le RN est l'ennemi de tous-tes !

Le Rassemblement National développe un pseudo discours social qui n'a de social que le nom. S'il arrive au pouvoir, la réalité sera bien autre.

Les services publics : La préférence nationale à l'œuvre

Aucune mesure générale pour les salaires

A l'encontre de la vision des services publics défendue par Solidaires, des services publics pour toute la population, sans condition, sur l'ensemble du territoire, c'est bien une vision totalement différente que le rassemblement national développe. Le RN affiche d'ores et déjà sa volonté d'introduire le concept de préférence nationale dans la constitution. Ce concept signifie réserver aux seul-es personnes de nationalité française un certain nombre de droits.

Si les annonces de dégel du point d'indice par l'actuelle ministre de la fonction publique avaient tout de la promesse électorale, Marine Le Pen l'a annoncé. De dégel du point il n'y aura pas à l'exception, peut-être, des enseignant-es et des soignant-es et des policier-es bien entendu.

Il est donc facilement imaginable que le RN souhaite réserver les services publics pour les seul-es français-es. Le principe de l'égal accès de tout-es aux services publics serait rompu.

Mais ne nous leurrions pas, cela ne se fera pas sans contrepartie notamment par imposition de consignes « nationalistes ».

Pour Solidaires : Pas de préférence nationale. Ni dans les services publics ni ailleurs.

Refuser de dégeler la valeur du point d'indice, c'est maintenir les agent-es qui ont les salaires les plus bas dans la précarité, alors que le SMIC vient d'augmenter de 2,63% face à l'inflation, le salaire d'entrée en catégorie C est à 177 € du nouveau niveau du SMIC !



Refuser de dégeler la valeur du point d'indice, c'est refuser de reconnaître la perte de pouvoir d'achat des agent-es depuis 2010 !

Le RN ne se soucie pas du pouvoir d'achat des agent-es.

Solidaires FP rappelle que pour nous, il ne doit pas y avoir de salaires en dessous de 1700 € net par mois.

LE PEN = ESCROQUERIE SOCIALE

Union
Solidaires

Le RN entend augmenter les salaires des salarié·es de 10% en échange d'une exonération de cotisation sociale du patronat. Ce qui veut dire moins de budget pour la sécurité sociale, pour la santé, pour les retraites.

La conception du service public du RN passe par un renforcement des effectifs de services répressifs comme la police et gendarmerie, l'augmentation du budget de la défense et pas par un renforcement du maillage territorial des services publics de proximité ! Ce qui laisse craindre des restructurations et donc la poursuite de la logique de suppression des emplois publics qui garantissent pourtant l'égalité de traitement des usager·es !

Solidaires Fonction Publique rappelle son attachement à une fonction publique au service de l'intérêt général

Le RN veut réduire le budget de l'Etat. Les « économies » que projette le RN toucheront en premier lieu nos services publics qui sont déjà sous-financés : l'éducation, les hôpitaux, etc. Ces biens communs qui sont le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas. C'est porter des coups supplémentaires contre des services publics largement éprouvés, cela revient également à acter la fermeture de services publics de proximité (maternité, hôpital de proximité,...).

Des agent·es publics aux ordres d'un pouvoir autoritaire pour mettre en place une politique raciste. C'est la conception du RN de la place des agent·es publics dans la société, des fonctionnaires aux ordres, avec le moins de droits possible. Les atteintes contre les garanties statutaires des agent·es ne se feront pas attendre : attaque sur la liberté d'expression, atteintes au droit de grève. Le RN veut des agent·es publics aux ordres !

**Pour Solidaires Fonction Publique, pas une voix
ne doit aller au RN !**

